



Allocution d'ouverture du CN Hansjörg Walter, président de l'Union suisse des paysans, à l'occasion de l'assemblée des délégués du 11 novembre, à Berne

Monsieur l'Ambassadeur,
Mesdames et Messieurs les délégués,
Chers invités,
Mesdames et Messieurs les représentants de la presse

C'est avec plaisir que je vous salue à l'assemblée des délégués 2004 de l'Union suisse des paysans (USP) et je vous remercie d'y prendre part.

Les familles paysannes sous pression

L'agriculture suisse vit une situation économique difficile. Le rythme rapide de la réforme de ces dernières années met les familles paysannes sous pression. Et nous n'allons pas vers une accalmie. Au contraire, la déréglementation et la libéralisation du marché vont se poursuivre.

S'agissant de la politique intérieure, c'est la mise en oeuvre de la politique agricole (PA) 2007 qui occupe le devant de la scène. L'élément déterminant en est l'abandon du contingentement laitier en 2009. Côté finances fédérales, l'agriculture est menacée de coupes supplémentaires en raison de la pression en faveur des économies. Après les coupes exorbitantes du programme d'allègement budgétaire 2003, voilà que le programme 2004 prévoit lui aussi des économies supplémentaires de l'ordre de 355 millions de francs pour la période 2006 à 2008.

Sur le plan international, la mise en oeuvre des Accords bilatéraux avec l'UE et les exigences qui devraient découler du cycle de négociations OMC de Doha sont lourdes de conséquences. La libéralisation du marché fromager, prévue par les Accords bilatéraux I, renforce la pression sur le prix du lait. Quant aux Accords bilatéraux II, s'ils sont dans l'ensemble jugés positifs par l'agriculture, ils n'en mettent pas moins la culture de la betterave sucrière sous pression. Or, il s'agit d'une branche de production encore rentable jusqu'ici pour de nombreuses exploitations paysannes.

Sans aucun doute, le volet agricole des négociations de l'OMC représente-t-il pour nous l'enjeu majeur. Comme vous le savez tous, le 1^{er} août dernier, à Genève, les négociateurs ont conclu un accord cadre en la matière. Certes, les modalités n'en sont pas encore définies en détail, mais il est prévisible que l'élargissement de l'accès au marché, notamment, sera source de pertes financières pour l'agriculture suisse. Si les visions des États-Unis et d'autres pays grands exportateurs agricoles se concrétisent, les engagements pris à l'OMC provoqueront dans notre secteur des pertes de recettes de l'ordre de 1,5 milliard à 2,5 milliards de francs par an.

L'agriculture dans le débat public

Au cours des derniers mois, les milieux économiques surtout ont exercé une forte pression sur la politique agricole et la politique commerciale helvétiques. Selon les critiques, la politique agricole coûterait trop cher et les règles commerciales concernant les produits agricoles handicaperaient les possibilités d'expansion pour les autres secteurs de l'économie suisse. Ces mêmes critiques demandent donc aux familles paysannes d'agir davantage en entrepreneurs et de se frotter plus fortement à la concurrence internationale. Simultanément, les milieux de l'écologie, de la protection des animaux et de la défense des consommateurs exercent une pression contraire permanente en vue du renforcement des prescriptions légales. L'agriculture est donc prise en sandwich entre des exigences et des positions totalement contradictoires.

Je vous l'avoue tout net, j'en ai plus qu'assez de ces donneurs de leçons plus ou moins bien intentionnés. Quel autre secteur économique bénéficie-t-il des conseils d'un aussi grand nombre d'experts reconnus ou autoproclamés? De plus, les spécialistes de l'économie agraire ne se permettent pas, eux, de proposer des remèdes miracles à la place financière suisse, à l'industrie des machines ou au transport aérien. On dénie, d'une part, toute compétence et toute responsabilité en matière de gestion d'entreprise aux personnes actives dans l'agriculture, mais on les marque, d'autre part, du sceau d'infamie en les accusant d'être des pollueurs ou d'éternels dévoreurs de subventions. Notre travail ne vaut-il donc plus rien ? Ces dernières années, l'agriculture ne s'est-elle donc pas lancée avec détermination dans un processus de réformes fondamentales, qui a exigé beaucoup de chacun d'entre nous ?

Il est vrai que l'on peut aussi jeter sur toute cette discussion un regard positif. Je vais donc relativiser quelque peu le ras-le-bol que je viens d'exprimer ici. Visiblement, le destin de l'agriculture et des familles paysannes ne laisse pas le public indifférent. Or, un désintérêt total de sa part serait bien plus alarmant que toutes ces critiques parfois acerbes. En étant livrés au débat public, nous payons également le prix du financement de la politique agricole par les deniers publics. Et il est vrai que c'est également le cas du transport aérien. C'est donc à nous de profiter de l'intérêt et de l'élan de l'opinion publique pour faire valoir notre vision de la politique agricole future et des conditions générales nécessaires à la poursuite de notre activité.

Le ministre de la justice se mêle aussi de politique agricole

À l'occasion de son allocution d'ouverture de l'OLMA, le conseiller fédéral Christoph Blocher a également pris le train en marche, au risque de soulever un peu plus de poussière. L'USP souscrit à l'analyse de Christoph Blocher s'agissant de l'impérieuse nécessité pour les paysannes et les paysans de disposer d'une marge de manœuvre élargie. Il y a maintenant plus de quinze jours, notre organisation a d'ailleurs présenté un premier train de mesures allant dans ce sens, sans toutefois vouloir remettre en question les acquis dans les domaines de l'écologie, de la protection de l'environnement, ainsi que de la sécurité et de la qualité des denrées alimentaires.

S'agissant de l'éventuel potentiel d'économies que recèlerait la politique agricole, les spéculations vont bon train, ici ou là, sur ce qu'a voulu signifier ou non Christoph Blocher. L'USP a voulu savoir exactement ce qu'il en était et a donc pris contact avec le premier intéressé. Une rencontre a eu lieu entre-temps, réunissant Christoph Blocher et

les dirigeants de notre organisation. Le conseiller fédéral nous a expressément assurés, et de manière crédible, qu'il ne voit pour sa part aucun potentiel d'économies dans la politique agricole. Les paysans devraient donc continuer d'être rémunérés dans la même mesure qu'aujourd'hui pour les prestations qu'ils fournissent en faveur de la collectivité. Le cas échéant, nous rappellerons donc Christoph Blocher à ses promesses.

Une ligne directrice pour les paysannes et les paysans

Afin de maîtriser les enjeux que je viens d'esquisser, nous devons mettre en oeuvre nos propres stratégies. Stratégies dont la pièce maîtresse, chères paysannes et chers paysans, chers représentants de nos sections, c'est la ligne directrice que nous avons élaborée ensemble, sous la responsabilité de l'USP, au cours de ces derniers mois. Vous en avez tous reçu une épreuve. J'espère qu'aujourd'hui, vous vous exprimerez avec conviction en sa faveur.

Chaque entreprise, chaque branche – dans notre cas l'agriculture – a besoin de sa propre ligne directrice, qui décrive avec concision ses objectifs vitaux et l'idée qu'elle a d'elle-même. Ainsi, l'Office fédéral de l'agriculture se livre-t-il au même exercice pour le secteur agricole suisse. Tout cela est bel et bon. Mais nous tenons à nous référer en premier lieu à notre propre ligne directrice. Nous voulons nous présenter comme une profession moderne et consciente de ses possibilités, qui sait où elle en est et ce qu'elle veut.

Stratégies et projets de l'USP

Face aux enjeux de l'heure, on reproche toujours à l'USP de manquer de stratégies et de projets. Ce n'est justement pas le cas. Sur la base de cette ligne directrice, nous sommes en train d'élaborer une stratégie complète qui nous permettra de maîtriser ces enjeux. Quatre axes forment la charpente de cette stratégie:

1. *Renforcer la présence sur le marché.*
2. *Réduire les coûts et élargir la marge de manoeuvre entrepreneuriale.*
3. *Développer les structures, les mesures sociales et renforcer l'espace rural.*
4. *Consolider l'ancrage de la politique agricole aux niveaux social, politique et économique.*

Dans ce contexte, nous avons présenté il y a deux semaines, comme je l'ai dit il y a un instant, un premier paquet de mesures. Mais avec ses membres, l'USP doit encore préparer d'autres stratégies et d'autres mesures. Ainsi, les mesures sociales permettant d'atténuer les conséquences de l'évolution structurelle font-elles encore défaut. Nous devons donc veiller à ce que nos revendications soient intégrées dans le paquet de la PA 2011. Nous devons également collaborer activement à la mise en place de mécanismes régionaux de compensation.

Toutefois, s'agissant de la manière dont les familles paysannes peuvent préparer avec succès l'avenir de leurs exploitations, nous ne sommes pas en mesure de fournir de recette miracle. Mais c'est avec savoir-faire, détermination et courage que l'USP se bat pour obtenir les meilleures conditions générales possibles.

Le monde politique interpellé

L'USP et les familles paysannes ne sont pas seules concernées. Le monde politique doit assumer dans ce dossier une grande responsabilité. Comment pourrions-nous supporter une chute de nos recettes de l'ordre de 1,5 milliard à 2,5 milliards de francs sans que le monde politique puisse nous fournir une réponse? Jusqu'ici, c'est en vain que nous avons attendu de la politique des stratégies et des visions nous permettant de maîtriser les enjeux de l'OMC. Aucune profession ne pourrait accepter sans mot dire une dégradation aussi sévère de ses conditions cadres.

Nous allons donc nous défendre avec tous les moyens à notre disposition contre ces conséquences néfastes pour l'existence des familles paysannes. Une protection équitable doit également nous être accordée à l'avenir. Ainsi la prochaine enveloppe financière pour l'agriculture (2008-2011), le montant destiné à rémunérer les prestations des paysans en faveur de la collectivité, devra-t-elle rester sur le niveau de l'enveloppe financière actuelle. Il va de soi qu'elle doit être adaptée au renchérissement. Des économies ne sont tout simplement plus supportables. De plus, l'ouverture du marché et la réduction du soutien du marché ne doivent pas, pour satisfaire l'OMC, aller plus loin que le cadre fixé par les PA 2007 et 2011. Le Conseil fédéral ne doit donc pas faire de concessions excédant les limites fixées dans son mandat de négociation originel.

Le débat tourne finalement autour de cette question essentielle: À long terme, une agriculture va-t-elle subsister dans ce pays? Comme c'est ce que nous voulons absolument, comme c'est ce que le peuple veut – comme il l'a montré lors de la votation sur l'article constitutionnel et comme ses achats de produits le prouvent –, nous sommes déterminés à épuiser tous les moyens politiques à notre disposition pour faire passer nos revendications. Nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls, puisque les syndicats, eux aussi, réclament des mesures d'accompagnement pour atténuer les effets de la mise en oeuvre des Accords bilatéraux.

Gagner les faveurs des consommateurs

Malgré tout ce que je viens de vous dire, notre tâche absolument prioritaire, notre devoir le plus important, c'est de gagner durablement la confiance des consommatrices et des consommateurs, en Suisse et sur nos marchés d'exportation. Nous tous, paysannes et paysans, sommes des ambassadeurs de l'agriculture suisse. Nous aurons de bonnes chances de réussir si nous parvenons à faire entendre nos messages aux consommateurs. Si nous parvenons à constituer un contre-pouvoir à l'anonymat de la mondialisation. Si nous offrons des produits de nos régions de la meilleure qualité. Si nous nous engageons en faveur du respect des normes helvétiques en matière d'écologie et de protection des animaux. Si nous pratiquons notre métier avec enthousiasme et passion. Si nous considérons enfin nos partenaires commerciaux avec l'ouverture d'esprit nécessaire.

Les familles paysannes ont tant à offrir

Mesdames et Messieurs, les familles paysannes ont tant à offrir qu'elles peuvent envisager l'avenir avec confiance, malgré les difficultés. Mais nous devons être prêts à tout entreprendre pour cela et à mobiliser nos propres forces.

Les versions prononcée et écrite font foi.